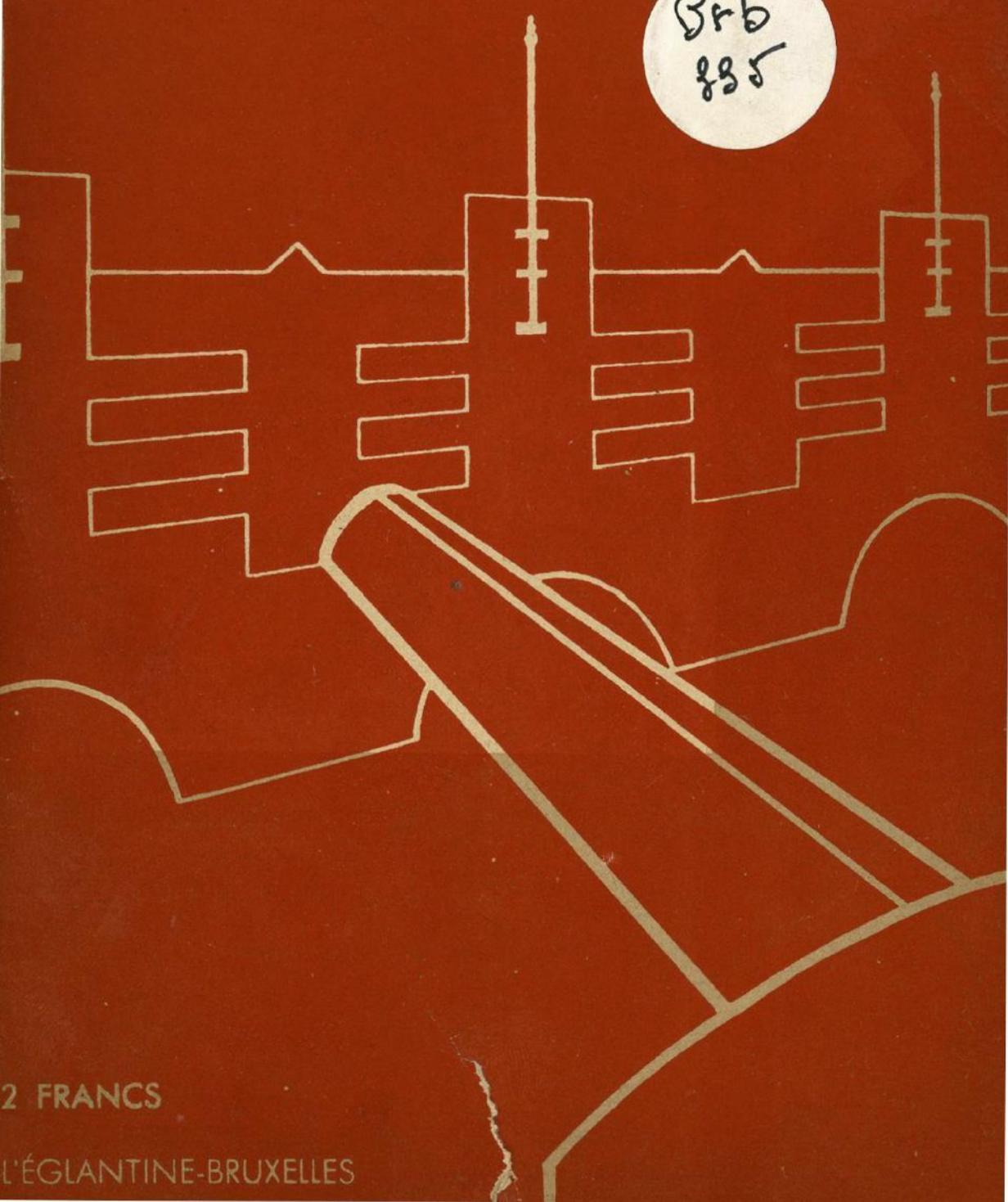


O T T O B A U E R

# L'INSURRECTION

DES TRAVAILLEURS AUTRICHIENS

Brb  
835



2 FRANCS

L'ÉGLANTINE-BRUXELLES

OTTO BAUER

---

# L'INSURRECTION

DES

TRAVAILLEURS AUTRICHIENS

---

Ses causes et ses conséquences

À la mémoire des héros du  
Schutzbund républicain tombés  
sur le champ de bataille et  
exécutés sous la loi martiale.



1934

L'EGLANTINE, BRUXELLES

---

## **Tempête sur l'Autriche.**

C'est le lundi 12 février au matin que la tempête éclata.

Deux jours auparavant, la Heimwehr de la Haute-Autriche avait mobilisé ses troupes. Elles étaient entrées en armes à Linz et dans les autres villes de la Haute-Autriche. Soutenus par leurs bataillons armés, les chefs de la Heimwehr avaient remis leurs revendications au gouverneur de la Haute-Autriche. Ils réclamaient la déposition du Gouvernement provincial constitutionnel et son remplacement par une Commission provinciale composée de représentants des organisations militaires fascistes; ils réclamaient la dissolution des municipalités socialistes de Linz et de Steyr; ils exigeaient de plus qu'aucun socialiste, quelle que fût la majorité par laquelle le peuple l'eût appelé à ses fonctions, ne pût plus être membre de l'administration provinciale ni d'aucune administration municipale.

Tandis que la Heimwehr en armes avait remis cet ultimatum au gouverneur et demeurait mobilisée afin d'exercer sur lui une pression menaçante, on procédait à des perquisitions domiciliaires et à des recherches d'armes chez des membres du Schutzbund, ainsi qu'à l'arrestation de leurs chefs locaux.

Les membres du Schutzbund de Linz eurent alors le

sentiment que l'heure décisive était venue; en effet, se dirent-ils, tandis que la Heimwehr s'efforce d'imposer, par la force des armes, la « synchronisation » fasciste du Gouvernement provincial et des municipalités, les pouvoirs publics nous désarment pour que nous ne puissions opposer aucune résistance aux fascistes de la Heimwehr !

Les membres du Schutzbund ne voulurent pas se laisser désarmer en une pareille heure. Lorsque, lundi matin, la police fédérale pénétra dans l'hôtel Schiff, siège des organisations ouvrières de Linz, pour y chercher des armes, un détachement du Schutzbund se défendit. L'armée fut appelée. Les combats de rues commencèrent. La nouvelle de la collision qui s'était produite près de l'hôtel Schiff se répandit dans la ville avec la rapidité de l'éclair. Partout, les membres du Schutzbund allèrent chercher leurs armes. La lutte commença aussi dans d'autres quartiers de la ville.

Quelques heures plus tard, la nouvelle des collisions de Linz se répandit à Vienne. Là aussi, les passions s'enflammèrent. Les travailleurs s'écrièrent : « Nous ne pouvons pas abandonner nos camarades de Linz ! »

Depuis plusieurs jours déjà, les ouvriers viennois se trouvaient dans un état de vive irritation. On avait arrêté un grand nombre de dirigeants du Schutzbund, et notamment les chefs des 21 arrondissements de Vienne. La Maison du Parti avait été occupée dès le jeudi par d'importantes forces de police. Et tout cela au moment même où les fascistes de la Heimwehr annonçaient pour les jours prochains le coup décisif à Vienne même, l'occupation de l'hôtel de Ville, la déposition de

la municipalité socialiste élue par les deux tiers du peuple viennois, la dissolution du Parti social-démocrate !

Le dimanche 11 février, on avait arrêté à Floridsdorf, l'arrondissement le plus industriel de Vienne, un homme de confiance de la classe ouvrière particulièrement aimé d'elle, le président du conseil d'entreprise d'une grande usine. Dans la matinée du lundi déjà, les conseils d'entreprises des grandes usines de Floridsdorf discutèrent de l'éventualité d'une grève de protestation contre cette arrestation. Ils n'avaient pas encore pris leur décision lorsque se répandit la nouvelle des événements de Linz.

Vers midi, les ouvriers de l'usine électrique suspendirent le travail. Les tramways furent arrêtés. Les membres du Schutzbund se réunirent dans leurs locaux.

La police accrut encore l'irritation en procédant, en ce moment même, à de nouvelles perquisitions et à de nouvelles saisies d'armes dans deux arrondissements ouvriers de Vienne.

La résistance s'organisa alors à Vienne aussi. Vers cinq heures de l'après-midi, les premiers coups furent tirés...

Les combats commencèrent. D'un côté, des prolétaires, chômeurs pour la plupart, ayant un vieux fusil datant de la guerre entre les mains et quelques cartouches en poche. De l'autre, l'armée et la police, équipées avec le matériel de guerre le plus moderne : autos blindées, canons et obusiers, lance-flammes.

Les canons tonnent pendant la soirée. Les troupes de Dollfuss bombardent à coups de canon les maisons communales dans lesquelles les membres du Schutz-

bund se sont barricadés. Qu'importe le fait que ce bombardement assassine des femmes et des enfants ? Ce sont des femmes et des enfants de prolétaires rebelles. Qu'importe le fait que la destruction des maisons communales prive de tout abri des milliers d'êtres humains ? Si l'on ne se contentait que de fusils et de mitrailleuses, on ne se rendrait pas si facilement maître du soulèvement des ouvriers.

Lorsque les canons ont fait leur œuvre, les troupes se lancent à l'assaut des maisons communales. Dans les cours, dans les escaliers, dans les cuisines, s'engage une lutte d'homme à homme. De primitives grenades à main, que les ouvriers s'étaient eux-mêmes fabriquées, sont jetées sur les assaillants. Les femmes viennent en aide à leurs maris avec des couteaux de cuisine et des fers à repasser.

L'ouvre semble enfin achevée. La force publique s'est emparée de la maison. Mais quelques heures plus tard retentissent à nouveau sur le toit, d'une tour, de quelques fenêtres, des coups de feu qui sont le signal d'une reprise de la lutte.

En dépit de l'inégalité de l'armement, la lutte à Vienne dure quatre fois vingt-quatre heures...

Et, pendant ce temps, on se bat aussi dans les villes industrielles du dehors. Dans la vaillante Steyr. Dans l'héroïque Bruck-sur-la-Mur. À Eggenberg près de Gratz, à Kapfenberg et à Judenburg, à Wilhelmsburg et dans le Traisental, à Woergl et à Hâring...

Les canons, les obusiers lourds ont vaincu. L'« ordre » bourgeois est rétabli. Des centaines d'ouvriers, de femmes, d'enfants ont été assassinés. Des milliers de

blessés se tordent de douleur. Des milliers d'êtres humains sont entassés dans les prisons. C'est sur l'assassinat et le sang qu'est fondée la nouvelle Autriche, « chrétienne, allemande et corporative ».

Les cours martiales sont au travail. Le premier à comparaître devant les juges sanguinaires de la nouvelle Autriche « chrétienne » est l'ouvrier viennois Münichreiter, âgé de 43 ans, père de trois enfants. Il ne peut marcher. Grièvement blessé dans la bataille, il est porté sur une civière jusqu'à la salle d'audience. Le tribunal déclare qu'une blessure grave ne peut pas être considérée comme une maladie grave, qui, aux termes de la loi, empêcherait l'exécution de la peine de mort. Les juges de Dollfuss font porter le blessé sur une civière à la potence.

### **Le fascisme triomphe.**

Le sang prolétarien coule à flots. Les ouvriers périssent sur le champ de bataille, dans les maisons bombardées, dans les hôpitaux, à la potence. Le fascisme est dans l'allégresse ! Le fascisme triomphe !

Le Parti social-démocrate, auquel, lors des dernières élections, 41 % — plus des deux cinquièmes — du peuple autrichien ont donné leurs suffrages, est dissous. Presque tous ses chefs sont arrêtés : précisément ceux qui n'ont pris aucune part à la lutte, dans les secrétariats syndicaux, dans leurs bureaux de l'hôtel de ville de Vienne, des gouvernements provinciaux, des mairies d'arrondissement et de commune; seuls ceux qui ont

participé à la bataille et que, pour cette raison, la police n'était pas en mesure d'atteindre, purent échapper à l'arrestation. Un décret du Gouvernement a privé tous les conseillers nationaux et fédéraux, les députés aux diètes provinciales et les conseillers municipaux socialistes des mandats que le peuple leur avait librement confiés. La Maison du Parti et les foyers ouvriers sont occupés, la presse socialiste est interdite. Tout ce que des centaines de milliers d'ouvriers autrichiens ont édifié depuis 45 années est anéanti.

La propriété est sacrée. Mais seulement la propriété des capitalistes. La propriété collective des ouvriers organisés a été spoliée par une violence ne connaissant pas de loi.

La forteresse la plus fière de la social-démocratie autrichienne, l'hôtel de ville de Vienne, est prise. Elle est occupée par la troupe; là, au milieu de la ville, où n'habitent pas d'ouvriers, aucune défense ne pouvait être organisée. Seul, le bourgmestre Seitz a opposé une résistance personnelle. Il a déclaré aux argousins du gouvernement fasciste : « Je ne quitterai pas le lieu de mes fonctions! Deux tiers du peuple viennois m'ont désigné à ce poste; nul n'a le droit de m'en écarter. Je ne me plierai à aucune violation de la Constitution. » Les argousins de Dollfuss ont empoigné de force cet homme malade, âgé de 66 ans, qui a été le premier président de la République autrichienne, et, comme il ne voulait pas sortir, ils l'ont jeté dans la prison de la police. M. Schmitz, l'homme du Parti chrétien-social auquel, lors des dernières élections, un cinquième seulement du peuple viennois a donné ses suffrages, exerce maintenant un pouvoir absolu sur Vienne. Il fallait en

finir avec cette outrecuidance de bâtir pour les prolétaires de belles habitations à bon marché! Les habitations sont faites pour rapporter un loyer aux propriétaires. Il fallait en finir avec la réforme scolaire, avec la prévoyance publique ! Dehors, les fonctionnaires socialistes ! Des postulants cléricaux attendent leurs places !

En même temps que le Parti, on a aussi dissous les syndicats libres. L'organisation de défense contre l'exploitation et l'arbitraire dans les entreprises est brisée. La jubilation règne au siège de la Fédération des industriels, place Schwarzenberg à Vienne. La possibilité d'accroître ainsi les profits arrachés aux muscles et aux nerfs des ouvriers et des employés n'a pas été payée trop cher de quelques centaines de cadavres de prolétaires.

Toutes les associations ouvrières ont été dissoutes. Les associations sportives de la jeunesse ouvrière, la grande association touristique ouvrière « Les Amis de la Nature », qui a enlevé au cabaret des dizaines de milliers d'ouvriers pour les conduire vers des joies plus nobles, la Fédération des Ouvriers abstinents, qui a préservé des milliers de prolétaires des dangers de l'alcoolisme et a ainsi sauvé la dignité humaine et la joie de vivre de milliers de familles — tous les précieux efforts du mouvement ouvrier en faveur de la culture des masses, tout cela est anéanti. La fureur de destruction du régime « chrétien » n'a pas même épargné la Fédération des socialistes religieux. Les coopératives de consommation, que l'on ne pouvait pas dissoudre purement et simplement, ont, suivant l'exemple glorieux de Hitler, été « synchronisées ».

## **La social-démocratie et la violence.**

Qu'est-il advenu de l'Autriche autrefois si tranquille, si « agréable » ?

Lorsqu'en 1918 l'ancien Empire des Habsbourg se disloqua, laissant pour tout héritage à la République une guerre perdue, un territoire économique démembré, une détresse alimentaire effroyable, une dépréciation monétaire progressant à pas de géant, la Révolution s'accomplit d'une manière beaucoup plus calme que dans les États voisins. La social-démocratie autrichienne réussit alors sans recours à la force, par le moyen pacifique de la persuasion, à apaiser l'irritation violente des masses revenant du sang et de la boue des tranchées, mourant de faim dans la patrie retrouvée, et à les rendre aptes à un travail constructif et pacifique. À l'époque où l'Autriche se trouvait entre deux dictatures des Conseils, celle de Hongrie et celle de Bavière, elle demeure une île de paix, alors que le sang coulait à flots à l'est et à l'ouest du pays. Et ce sont ces mêmes hommes, qui ont à ce moment, au point culminant de leur puissance, amené les masses affamées à une pareille maîtrise d'elles-mêmes, à une modération si pacifique, ce sont eux que les mensonges du fascisme triomphant représentent maintenant comme une bande de criminels assoiffés de sang, qui n'auraient pensé qu'à jeter leur pays dans une catastrophe sanglante!

Les fascistes font valoir que les ouvriers autrichiens avaient caché des fusils et des mitrailleuses, des munitions et des explosifs. N'est-ce pas là la preuve que la social-démocratie a voulu la guerre civile, qu'elle s'y est préparée ? Certes, les ouvriers autrichiens possédaient

des armes depuis la révolution de 1918 — tout comme la Heimwehr fasciste et les « anciens combattants » monarchistes. Mais les ouvriers ont-ils jamais fait usage de ces armes avant le 12 février 1934 ? Ces armes ne sont-elles pas demeurées dans leurs cachettes durant quinze années, et même pendant les temps les plus troublés, — même lors des événements révolutionnaires de 1918-19, même après le massacre sanglant du 15 juillet 1927 !

La social-démocratie autrichienne a toujours répété — et notamment dans son programme de Linz de 1926, si souvent dénigré — la déclaration suivante : « Dans la république démocratique, qui assure à tout citoyen une pleine liberté de propagande pour ses idées et remet le pouvoir de l'État à ceux qui sont en mesure de gagner à leurs idées la majorité du peuple, nous voulons conquérir le pouvoir par des moyens pacifiques, constitutionnels, par le moyen du bulletin de vote, en gagnant à nos idées la majorité du peuple. Dans un cas seulement, nous sommes prêts et résolus à recourir à des moyens violents : au cas seulement où des fascistes ou des monarchistes voudraient renverser la république démocratique, voudraient nous ravir le suffrage universel et égal et le droit de libre propagande pour nos idées, voudraient enlever à la classe ouvrière la possibilité de lutter par les moyens pacifiques de la démocratie pour la rénovation de la société. Pour ce seul cas, nous tenons nos armes en réserve. »

Logique avec elle-même, la social-démocratie a déclaré à plusieurs reprises : « Nous n'avons pas besoin d'armes si les fascistes et les monarchistes n'en ont pas non plus. » En 1922, déjà, lorsque des ouvriers tombèrent

pour la première fois dans des rencontres avec des groupes fascistes, **Julius Deutsch**, au nom du Parti, proposa aux partis bourgeois un désarmement bilatéral avec contrôle mutuel; ce n'est que lorsque les partis bourgeois eurent hautainement refusé cette proposition que fut créé le Schutzbund républicain. En 1928, alors qu'un défilé de la Heimwehr à Wiener-Neustadt faillit provoquer une violente collision avec la classe ouvrière, **Karl Renner** proposa à nouveau, au Parlement, le désarmement intérieur; **Seipel** rejeta la proposition. Les partis bourgeois ne voulaient pas obliger la Heimwehr à remettre les armes qu'elle employait contre la démocratie; c'est pourquoi la classe ouvrière dut aussi garder ses armes et les tenir en réserve pour la défense de la démocratie.

La social-démocratie voulait le désarmement bilatéral. La Heimwehr voulait son propre armement et le désarmement de ses adversaires. Dès que Dollfuss eut confié à **Fey**, l'homme de la Heimwehr, le ministère de la sûreté, Fey mit tout en œuvre pour découvrir les dépôts d'armes du Schutzbund républicain. Mais il exigea en même temps que la Heimwehr reçût des armes des arsenaux de l'État ! **Vaugoin** lui-même s'opposa, tant qu'il demeura ministre de l'armée, à cet armement par l'État de l'armée privée fasciste. C'est pourquoi, au mois de septembre, Dollfuss éloigna Vaugoin du Gouvernement et prit lui-même le ministère de la défense nationale; depuis lors, les arsenaux de l'État ont remis 16.000 fusils à la Heimwehr. Quelle hypocrisie que de s'indigner du fait que le Schutzbund républicain conservait des armes en réserve pour la défense de la République, alors que le Gouvernement parjure a armé les ennemis mortels

de la Constitution à laquelle il a prêté serment !

Mais comment les ouvriers, qui avaient gardé pendant quinze ans leurs armes sans s'en servir, ont-ils finalement dû en faire usage ?

### **La dictature de Dollfuss.**

Depuis 1920, la République autrichienne est gouvernée par des gouvernements purement bourgeois. Mais comme, à chaque élection, deux cinquièmes du peuple autrichien donnaient leurs suffrages à la social-démocratie, la bourgeoisie ne pouvait gouverner la République qu'aussi longtemps que tous les partis étaient unis contre la social-démocratie dans un gouvernement de coalition. Dix années durant, tous les Gouvernements s'appuyèrent sur le bloc bourgeois, sur une coalition des trois partis bourgeois : les chrétiens-sociaux, les pangermanistes et la Ligue rurale (*Landbund*).

Ce système gouvernemental s'est trouvé ébranlé par la poussée du national-fascisme en Allemagne. Le 14 septembre 1930, Hitler remportait en Allemagne sa première grande victoire électorale. Les Gouvernements allemand et autrichien crurent pouvoir endiguer la vague nationaliste en menant eux-mêmes le combat pour une cause nationale; Curtius, le ministre des affaires étrangères d'Allemagne, et Schober, celui d'Autriche, surprirent un jour le monde par une déclaration suivant laquelle l'Allemagne et l'Autriche voulaient fonder en commun une union douanière. Cette tentative néfaste échoua à la suite de l'opposition des grandes puissances devant laquelle l'Allemagne et l'Autriche durent capi-

tuler. Schober dut, sous la pression de la France, quitter ses fonctions. Les pangermanistes, irrités de cette humiliation, se retirèrent du bloc bourgeois; dès lors le Gouvernement bourgeois ne disposait plus de la majorité au Parlement.

Une nouvelle majorité gouvernementale devait être formée. Deux possibilités étaient ouvertes. Les chrétiens-sociaux et les membres de la Ligue rurale auraient pu conclure une coalition avec les socialistes; cette coalition eût été assurée d'une majorité écrasante au Parlement. Les chrétiens-sociaux et les membres de la Ligue rurale pouvaient aussi, à la place de la social-démocratie, admettre dans la majorité gouvernementale les huit députés de la Heimwehr qui avaient été élus lors des élections de 1930, et s'assurer ainsi au sein du Parlement une majorité, à vrai dire extrêmement précaire. Après quelques hésitations, Dollfuss préféra la coalition avec la Heimwehr. Il livra le ministère de la sûreté au représentant de la Heimwehr Fey et obtint à ce prix l'appui de 6 députés de la Heimwehr sur 8. Mais le Gouvernement ne disposait ainsi que d'une majorité d'une voix. L'issue des votes au Parlement dépendait du seul hasard, qui aurait pu empêcher l'un ou l'autre des députés de venir siéger. Le parlementarisme autrichien subissait une crise grave.

Mais, en même temps, l'influence du fascisme se trouvait renforcée par le fait qu'il disposait de la police et de la gendarmerie.

La crise du parlementarisme et le renforcement du fascisme en Autriche eurent donc leur origine dans le fait que, d'une part, le flux nationaliste, qui se déversait de l'Allemagne sur l'Autriche, avait amené le départ

des pangermanistes du bloc bourgeois et la rupture de la majorité parlementaire existant jusqu'alors, et que, d'autre part, le Parti chrétien-social essayait de se maintenir au Parlement à l'aide d'une majorité d'une voix — majorité incapable de gouverner — à seule fin de ne pas devoir partager le pouvoir avec la social-démocratie, de ne pas devoir accorder à la classe ouvrière une influence dans l'État.

Il était naturellement impossible à la longue de gouverner avec une majorité d'une voix. Mais les chrétiens-sociaux se rendirent compte qu'ils perdraient bientôt même cette majorité d'une voix. Les élections provinciales et municipales de 1932 avaient déjà montré que les chrétiens-sociaux perdaient une grande partie de leurs électeurs au profit des nationaux-socialistes. Après la grande victoire électorale remportée par Hitler le 5 mars 1933, le flux national-socialiste se déversa plus fort encore sur l'Autriche.

Les chrétiens-sociaux s'étaient déclarés partisans de la démocratie parlementaire aussi longtemps qu'ils pouvaient, au moyen du bloc bourgeois, dominer parlementairement la République. Or, à ce moment, il devint de plus en plus évident qu'ils devaient, pour demeurer sur la base de la démocratie parlementaire, partager le pouvoir soit avec la social-démocratie, soit avec les nationaux-socialistes. Les intérêts de classe qu'ils défendaient s'opposaient à une coalition avec la social-démocratie. Quant à une coalition avec les nationaux-socialistes, ils reculaient de crainte d'être dévorés par cet allié comme il était advenu, en Allemagne, aux nationaux allemands. Les chrétiens-sociaux comprirent qu'ils ne pourraient plus conserver sous le régime de la démo-

cratie parlementaire leur pouvoir sur l'État. Ils se résolurent donc à maintenir leur pouvoir par d'autres moyens. Ils se dressèrent contre la démocratie parlementaire. Dollfuss se rapprocha du fascisme.

Sous l'influence directe de la victoire électorale de Hitler du 5 mars 1933, Dollfuss se résolut à un coup d'État. Un incident parlementaire qui, en d'autres circonstances, eût été réglé dans les vingt-quatre heures, fut pris comme prétexte pour supprimer entièrement le Parlement. Dollfuss institua l'absolutisme gouvernemental. Le Gouvernement interpréta une loi de pleins pouvoirs de 1917, autorisant les Gouvernements de la période de guerre à prendre par décrets les mesures économiques nécessaires pour la conduite de la guerre, comme si elle lui donnait maintenant encore le droit de décréter sans consultation du Parlement tout ce qu'il lui plairait. Pour que la Cour constitutionnelle ne pût pas casser les décrets édictés de cette manière, elle fut dispersée. La Constitution de la République a ainsi été renversée et remplacée par une dictature absolue du Gouvernement Dollfuss-Fey.

La dictature ouvrit immédiatement la lutte sur deux fronts : contre les nationaux-socialistes et contre la social-démocratie. Dollfuss a dissous le Parti national-socialiste, envoyé ses chefs dans des camps de concentration, interdit sa presse. Mais il commença en même temps la lutte contre la social-démocratie; il crut que le moment où la puissante social-démocratie allemande succomba aux coups du national-fascisme allemand offrait la meilleure occasion pour détruire également le socialisme autrichien.

La dictature anéantit tout d'abord les libertés garan-

ties au peuple autrichien par la Constitution. La liberté de la presse a été supprimée; l'expression de toute opposition a été rendue impossible dans la presse. Le droit de réunion n'a plus existé que pour les partis gouvernementaux. Le jugement des délits politiques a été remis à la police; sans aucune procédure judiciaire, socialistes aussi bien que nationaux-socialistes furent condamnés par la police pour un cri, pour un mot d'opposition, pour un tract, à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 6 mois. Les jurys furent rendus inefficaces; le ministère public put en appeler de tout acquittement prononcé par les jurys à une instance supérieure, composée uniquement de juges de carrière.

En même temps, la dictature de Dollfuss s'en prit également aux droits sociaux des ouvriers et des employés. Les contrats collectifs valablement conclus entre les syndicats et les patrons furent cassés par décret gouvernemental, et une réduction des salaires fut ordonnée par le Gouvernement. Les secours de chômage furent réduits dans une mesure importante, et complètement supprimés pour des catégories entières de chômeurs. D'importantes lois de protection ouvrière furent sensiblement atténuées. Pour un grand nombre d'industries, une interdiction de grève fut édictée, toute grève étant menacée de peines de prison. Les Chambres du travail élues par les ouvriers et employés et les conseils d'entreprises élus par les ouvriers des entreprises d'État furent dissous et remplacés par des organismes composés d'hommes appartenant aux partis gouvernementaux et nommés par le Gouvernement.

Le Gouvernement entreprit une campagne tendant à provoquer la ruine de la ville de Vienne, administrée

par les socialistes. Des décrets gouvernementaux prièrent la ville de plus du tiers de ses recettes, ramenèrent ainsi au bord de la banqueroute et rendirent impossible la poursuite de son œuvre constructive économique et sociale.

Une pression éhontée fut exercée sur les consciences. Cheminots et employés de la Confédération furent contraints, sous menace de renvoi, d'adhérer au « Front patriotique » fondé par les chrétiens-sociaux et la Heimwehr. Le Gouvernement décréta que, dans les travaux exécutés par l'industrie privée pour le compte de l'État, pourraient seuls être employés les travailleurs présentés par les offices de placement de la Heimwehr ou des syndicats chrétiens-sociaux. On exerça ainsi sur les chômeurs un chantage cynique pour les obliger à s'inscrire dans les organisations des partis gouvernementaux.

La Heimwehr devint officiellement une institution d'État. Elle fut, à titre de police auxiliaire et de gendarmerie auxiliaire, payée et armée par l'État et placée sous la protection spéciale des lois, mais n'en conserva pas moins pleine liberté pour poursuivre sa lutte fasciste contre la Constitution démocratique, qui était théoriquement encore en vigueur.

Tous les vendredis, il y avait un Conseil oies ministres. Tous les samedis, on pouvait lire dans les journaux que le Gouvernement avait de nouveau promulgué toute une série de « décrets d'urgence » supprimant des libertés garanties par la Constitution au peuple autrichien, détruisant des conquêtes sociales pour lesquelles la classe ouvrière avait lutté pendant des dizaines d'années, réduisant l'autonomie des communes.

Plus durait cet état de choses, plus il devenait un état d'absolue illégalité, de violation quotidienne de la Constitution. Le vice-chancelier heimwehrien Fey déclara publiquement : « Il ne s'agit pas maintenant de s'occuper des articles de loi. » Aux applaudissements de la presse bourgeoise chrétienne-sociale et juive, on justifiait toute violation de la Constitution et de la loi, aussi cynique fût-elle, en prétendant qu'elle était indispensable pour la défense de l'Autriche contre les nationaux-socialistes; mais tout moyen de force que le Gouvernement s'accordait lui-même en violation de la Constitution était immédiatement utilisé contre la social-démocratie. On ne respectait même plus l'indépendance des tribunaux; des juges furent envoyés dans des camps de concentration pour les actes qu'ils avaient accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Un seul exemple suffira pour illustrer le régime d'illégalité qui s'est institué sous l'absolutisme de Dollfuss et de Fey. Le 28 janvier à Ebenstein (Carinthie), deux militants du Landbund se prirent de querelle la nuit, dans la rue, avec cinq membres de la Heimwehr. Ceux-ci tirèrent des coups de feu sur leurs adversaires. Ils furent peu après arrêtés par des gendarmes et traduits devant le Dr Hradetzky, juge de district, qui les fit mettre en prison préventive. Pendant la nuit du 30 janvier, des gendarmes de Saint-Veit-sur-le-Glan pénétrèrent dans le tribunal avec l'ordre du vice-chancelier Fey de libérer immédiatement les membres de la Heimwehr arrêtés et de conduire sur le champ dans un camp de concentration le juge de district qui avait eu l'audace de mettre en prison préventive des membres de la Heimwehr. Et ainsi fut fait...

C'est le président de la Confédération **Miklas** qui a joué le rôle le plus lamentable pendant cette période de violation de la Constitution. Après son élection à la présidence de la République, il avait prêté, devant l'Assemblée fédérale, un serment solennel et religieux à la Constitution. Onze mois durant, il se plaignit d'une voix émue à tous ceux qui venaient le voir, parmi lesquels bon nombre de socialistes, combien il pesait à sa conscience, à lui, pieux chrétien, de devoir tolérer une dictature anticonstitutionnelle. Il n'avait pas à la tolérer; il était en droit et il avait le pouvoir de chasser du banc du Gouvernement les violateurs parjures de la Constitution et de rétablir cette Constitution qu'il avait juré d'observer. Il ne l'a pas fait — jusqu'au jour où est venue la catastrophe sanglante, qui devait mettre fin à cette période d'inconstitutionnalité et d'illégalité.

### **La tactique à l'égard de la dictature.**

La social-démocratie représentait, suivant les résultats des dernières élections, 90 % de la classe ouvrière, deux tiers de la population de Vienne, la majorité écrasante de la population citadine et industrielle de toute l'Autriche, 41 % de l'ensemble de la population autrichienne. Et ce puissant parti, avec ses 600.000 membres et son million et demi d'électeurs, était devenu d'un seul coup, depuis le 7 mars 1933, depuis l'établissement de la dictature gouvernementale, complètement impuissant. Le Parlement n'existait plus. La suppression de la liberté de presse et de réunion ne permettait même pas de protester contre les mesures illégales du Gouvernement.

Il n'y avait plus aucun moyen légal de résistance contre la dictature illégale.

Les décrets de la dictature frappèrent durement la classe ouvrière. Prenons un exemple! Dès le début de la période dictatoriale, le contrat collectif des ouvriers du bâtiment fut annulé par décret gouvernemental et une réduction sensible des salaires leur fut imposée par le Gouvernement. Peu après, un nouveau décret réduisait dans une mesure sensible leur assistance-chômage et la supprimait même entièrement pour une partie importante d'entre eux. En même temps, les mesures de lutte financière prises contre la ville de Vienne empêchaient cette dernière de poursuivre son programme de construction; comme il n'existe pas en Autriche d'industrie privée du bâtiment, les ouvriers du bâtiment de Vienne se rendirent compte qu'ils n'auraient plus de travail lors de la prochaine saison de construction. De plus, l'exécution des travaux fluviaux et de la construction des routes en dehors de Vienne fut confiée au « service volontaire du travail » institué suivant le modèle allemand, et l'espoir de trouver un emploi dans ces travaux fut ainsi enlevé aux ouvriers du bâtiment. D'autres groupes professionnels ne furent pas frappés moins durement que les ouvriers du bâtiment. Ainsi les mineurs, à l'égard desquels un décret remplaça la paie bimensuelle par la paie mensuelle — ce qui rendit extraordinairement difficile pour les ouvriers le contrôle de leur tâche et permit aux patrons de réduire d'une manière sensible leur salaire, — et dont les conditions d'assurance-maladie et accidents furent rendues beaucoup plus défavorables. Ainsi les cheminots, dont les salaires furent sensiblement réduits par décret du Gouvernement, qui furent privés

de tout organisme consultatif par la suppression de leur représentation du personnel et dont la conscience fut en outre soumise à une pression infâme par l'obligation d'adhérer sous peine de renvoi au « Front patriotique » des partis gouvernementaux. Ainsi surtout les chômeurs; les indemnités de chômage furent sensiblement réduites par les décrets du Gouvernement et retirées à des dizaines de milliers de sans-travail.

Les ouvriers demandaient à leur Parti aide et protection. Ils ne pouvaient pas comprendre que le Parti, hier encore si puissant, fût devenu d'un seul coup hors d'état de se défendre. Ils réclamaient la lutte contre la dictature.

Mais par quels moyens, de quelle manière cette lutte devait-elle être menée, puisqu'il n'y avait plus de moyens de défense légaux ?

Les ouvriers autrichiens, de même que les ouvriers du monde entier, avaient appris avec un sentiment d'humiliation le fait qu'en Allemagne la puissante social-démocratie et le Parti communiste avaient succombé sans combat devant le fascisme. Ils avaient appris par leur propre expérience combien cette défaite sans combat de la classe ouvrière allemande avait encouragé la réaction dans les autres pays.

Ils se jurèrent de ne pas se laisser abattre comme en Allemagne. Ils eurent le sentiment que la liberté était perdue s'il n'y avait pas d'hommes prêts à la défendre en mettant leur vie en jeu. Ils se dirent : « Une bande de factieux, qui n'a derrière elle qu'une faible minorité du peuple, mène la lutte à la fois contre la social-démocratie et contre les nationaux-socialistes, c'est-à-dire

contre les 70 % au moins de l'ensemble de la population. Parjure à son serment, elle a aboli la Constitution, elle foule quotidiennement aux pieds les droits que la Constitution garantit au peuple et à chacun des citoyens. En notre qualité de citoyens, nous avons le droit de chasser cette bande de transgresseurs du droit et d'obtenir par la lutte le rétablissement de la Constitution démocratique. » Des couches toujours plus profondes de la classe ouvrière réclamaient la révolution contre la dictature.

Le Parti était pleinement conscient des dangers d'un soulèvement révolutionnaire. Nous savions combien il est difficile d'assurer le succès d'une grève à une époque où plus d'un tiers de toute la classe ouvrière est sans travail, où un grand nombre de chômeurs, sans travail depuis trois, quatre, cinq années, ont été démoralisés et brisés à la suite de la formidable détresse dont ils souffrent, où tout ouvrier qui a encore du travail tremble de perdre son emploi. Nous savions que la dictature tenterait de briser par la violence toute grève, et que, par conséquent, toute grève générale devrait se transformer en peu d'heures en une lutte armée. Nous savions que dans une telle lutte armée, l'adversaire disposerait de la supériorité formidable de la technique moderne de la guerre. Nous avons, pour ces raisons, fait tout ce qui était en notre pouvoir pour éviter une solution violente.

Dans les semaines qui ont immédiatement suivi le coup d'État du 7 mars 1933, quelques-uns d'entre nous avaient pu encore s'entretenir avec Dollfuss.

Ils lui offrirent des négociations pour parvenir à une entente sur une réforme de la Constitution et du règlement du Parlement. Dollfuss promit de commencer de

pareilles négociations à la fin de mars 1933. Non seulement il ne les a pas commencées, mais il a, par la suite, repoussé toute conversation avec les socialistes. Lorsqu'il déclara ne pas vouloir négocier avec les chefs actuels du Parti, on lui offrit d'autres négociateurs, qui pouvaient mieux lui agréer; Dollfuss ne les a jamais reçus, eux non plus.

Nous nous efforçâmes alors de parvenir d'une autre manière à une solution pacifique et constitutionnelle du conflit. Nous nous adressâmes à plusieurs reprises au président de la Confédération. Nos camarades de la province, qui siégeaient dans les gouvernements provinciaux avec des chrétiens-sociaux et des agrariens, mirent à profit leurs relations personnelles avec les présidents chrétiens-sociaux pour obtenir des conversations avec leur parti. Ils trouvèrent dans le camp bourgeois plus d'un homme disposé à la paix; mais tous les efforts échouèrent à la suite du refus obstiné de Dollfuss.

Nous ne manquâmes pas de faire comprendre aux politiciens bourgeois, avec lesquels quelques-uns d'entre nous étaient encore en relations, les dangers de la guerre sur deux fronts menée par Dollfuss à la fois contre la social-démocratie et contre les nationaux-socialistes. Comme la dictature irritait toujours plus les ouvriers, le danger croissait de voir de jeunes ouvriers sans réflexion considérer comme des alliés les nationaux-socialistes, qui étaient persécutés comme nous par la dictature de Dollfuss et se trouvaient comme nous en opposition à son égard. Lorsque les autorités arrêtaient en même temps des socialistes et des nationaux-socialistes et les enfermaient sans procédure judiciaire dans les prisons, le danger ne devait-il pas naître que de véri-

tables coalitions ne se créassent dans les prisons entre socialistes et nationaux-socialistes ? Nous avons déjà assisté au début de l'année au fait qu'on avait refusé, dans certaines entreprises, de répandre des tracts socialistes dirigés contre les nationaux-socialistes, sous prétexte que ce n'était pas Hitler, mais seulement Dollfuss qui devait pour le moment être combattu en Autriche. Nous avons attiré l'attention d'hommes politiques bourgeois et, par leur intermédiaire, du chancelier fédéral, sur ces symptômes inquiétants. Nous les avons conjurés de mettre fin à leur lutte violente contre la social-démocratie afin de nous permettre de nous dresser de toutes nos forces contre les nationaux-socialistes. Mais à toutes ces instances et à tous ces avertissements, Dollfuss a opposé, de la façon la plus méprisante et la plus offensante, un non obstiné.

Nous avons constamment saisi toute occasion qui se présentait pour mettre en garde les hommes politiques bourgeois, et, par leur intermédiaire, le Gouvernement, contre la poussée de l'état d'esprit révolutionnaire dans la classe ouvrière, contre le danger croissant de voir survenir un incident qui pourrait, même contre la volonté du Parti, conduire à une explosion violente de la colère qui s'amassait contre la dictature. Dollfuss écartait chaque fois ces mises en garde par la réponse hautaine : « Il n'y a pas de danger ! Pour ces chefs, les ouvriers ne se battront plus ! »

Nous offrîmes des concessions toujours plus étendues afin de rendre possible une solution pacifique. Nous fîmes savoir à Dollfuss que nous étions prêts à accorder au Gouvernement par la voie constitutionnelle des pouvoirs extraordinaires pour la durée de deux ans, à la

condition que ces pouvoirs ne fussent exercés qu'avec la collaboration d'une commission restreinte du Parlement et sous le contrôle de la Cour constitutionnelle, et nous ne réclamions en compensation pour notre Parti que la liberté d'action, que le rétablissement du droit légal de réunion et de la liberté de la presse dans les limites de la loi. Nous nous déclarâmes prêts à faire même des concessions à l'idée de l'organisation « professionnelle » de la société et de l'État, à seule fin de rendre possible une entente. Ce fut en vain; Dollfuss repoussa toute négociation.

La Fédération des socialistes religieux et quelques démocrates catholiques n'appartenant pas au Parti demandèrent à l'Église de s'entremettre. Le cardinal viennois Innitzer répondit par quelques paroles aimables n'engageant à rien. Mais le nonce du pape à Vienne et les évêques catholiques Gföllner et Waitz poussèrent le Gouvernement dans la voie du fascisme. C'est maintenant, lui dirent-ils, le moment de se défaire de la social-démocratie des « sans-Dieu » et de faire de l'Autriche un État autoritaire catholique, le centre de la restauration catholique dans l'Europe centrale.

Nous avons poursuivi jusqu'à la toute dernière heure nos efforts en vue d'obtenir un dénouement pacifique. Le lundi 12 février au matin, des socialistes de la Basse-Autriche s'entretenaient encore avec des hommes politiques chrétiens-sociaux de la possibilité d'éviter, à la dernière minute, la catastrophe. Quelques heures plus tard, ces socialistes étaient arrêtés.

Mais autant nous avons, jusqu'à la dernière heure, fait tous nos efforts en vue de la paix, autant nous devons compter avec la possibilité que la lutte décisive

ne nous serait pas épargnée. Car, depuis le 7 mars, nous avons la résolution et la volonté de ne pas laisser détruire par la force, sans combat, sans une tentative virile de résistance, la Constitution démocratique que nous avons contribué à créer et que nous avons défendue pendant quinze années, de ne pas abandonner sans combat la classe ouvrière à la dictature fasciste, de ne pas laisser détruire sans combat le Parti, la grande œuvre de trois générations ouvrières.

Nous savions que la lutte inégale contre les terribles moyens de force dont dispose l'État ne pouvait être gagnée que si toute la classe ouvrière se soulevait vraiment jusque dans la dernière localité industrielle. C'est pourquoi nous ne voulions donner le signal de la lutte que lorsque la dictature commettrait des actes propres à accroître à l'extrême la colère populaire. Un Congrès extraordinaire du Parti, qui a siégé en automne, a décidé que le signal de la grève générale devait être donné dans les quatre cas suivants :

1° Si le Gouvernement octroyait illégalement et inconstitutionnellement une Constitution fasciste;

2° Si le Gouvernement destituait illégalement et inconstitutionnellement l'administration communale et provinciale de Vienne-la-Rouge et confiait l'administration de Vienne à un commissaire du Gouvernement;

3° Si le Gouvernement dissolvait le Parti;

4° Si les syndicats étaient dissous ou « synchronisés ».

Dans chacun de ces quatre cas, la classe ouvrière devait commencer la grève générale.

Cette décision du Congrès du Parti fut communiquée aux masses et diffusée pat mi elles. Les « quatre points » reçurent tout d'abord l'approbation des masses.

Mais plus durait la dictature, plus ses décrets frappaient la classe ouvrière, plus la classe ouvrière voyait que l'appareil de l'État renforçait entre-temps sa force militaire tout en essayant de briser la force de combat des travailleurs, plus se faisaient nombreuses dans les entreprises et dans les sections du Parti les voix des impatientes, des combattifs, des camarades d'esprit offensif, qui s'écriaient : « N'attendons plus! Nous ne serons plus en état de lutter lorsque l'un des quatre cas se présentera! Donnons l'assaut tant que nous sommes encore en mesure de combattre! Sinon, nous subirons le même sort que nos camarades d'Allemagne! »

De mois en mois, le courant d'opposition contre la politique du Comité directeur, contre les tentatives de nouer des négociations avec l'adversaire et contre l'attente de l'un des « quatre points », devenait plus fort dans le Parti. Néanmoins, le Comité directeur maintint sa tactique. Il était et demeurait résolu à ne risquer la lutte décisive que si un acte de l'adversaire la rendait absolument inévitable et nécessaire.

### **Entre Hitler et Mussolini.**

La classe ouvrière autrichienne n'était pas en lutte seulement contre la dictature Dollfuss-Fey. La lutte de la classe ouvrière de ce petit pays était en réalité une bataille désespérée contre deux grandes puissances : contre le Troisième Reich de Hitler et contre l'Italie fasciste de Mussolini. C'est l'intervention des deux grandes puissances fascistes qui a décidé du cours des événements en Autriche.

Hitler veut « synchroniser » l'Autriche. Par la « barrière des mille marks », il a porté une atteinte sensible à l'économie autrichienne : les régions du Tyrol, de Salzbourg, de la Carinthie, qui vivent normalement du tourisme étranger, sont économiquement ruinées depuis que, tout Allemand se rendant en Autriche devant payer une taxe de 1000 marks, il n'y vient plus de touristes allemands. Le mouvement national-socialiste en Autriche est soutenu par l'Allemagne, dont il reçoit d'importantes ressources financières : tout nazi autrichien jetant un pétard dans la rue reçoit 20 shillings, et, s'il est arrêté, 6 shillings par jour de détention, c'est-à-dire deux fois autant que le taux le plus élevé de l'indemnité de chômage en Autriche. Les nazis ayant fui l'Autriche ont été rassemblés en Allemagne en une « Légion autrichienne », où ils reçoivent une instruction militaire. En été 1933, Dollfuss craignit même une attaque de cette Légion.

Dollfuss chercha protection auprès de Mussolini. L'Italie ne veut pas avoir l'Allemagne comme voisine. Elle veut donc empêcher la « synchronisation » de l'Autriche. Dans le courant de l'été, Dollfuss alla voir Mussolini à Riccione et s'y assura l'assistance diplomatique, et même, le cas échéant, militaire, de l'Italie contre l'Allemagne.

L'Italie ne veut pas de domination des nazis en Autriche. Mais elle veut y voir un fascisme orienté du côté de l'Italie.

En janvier 1933, de grandes quantités d'armes et de munitions, du matériel de guerre pour tout un corps d'armée furent envoyés d'Italie à la fabrique autrichienne de munitions de Hirtenberg, d'où ils devaient

être transportés en Hongrie. Les socialistes autrichiens découvrirent la chose. Les puissances occidentales exigèrent avec énergie que les armes fussent renvoyées en Italie. Elles n'ont en réalité jamais été renvoyées, mais ont été conservées en partie dans les arsenaux de l'armée autrichienne, et, pour l'autre partie, distribuées à la Heimwehr. Mais l'Italie n'a jamais oublié cette expérience. Depuis le moment où la social-démocratie autrichienne a découvert et empêché le transport d'armes d'Italie en Hongrie, l'Italie a manifesté sa volonté de voir détruire la social-démocratie autrichienne, de voir une Autriche fasciste, afin que la route de Rome à Budapest fût libre pour tous les transports d'armes, afin que le système d'alliances italien s'insérât sans coupure entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

Mussolini a promis à Dollfuss, à Riccione, son assistance diplomatique et militaire contre Hitler. Il a reçu en compensation la promesse de Dollfuss d'anéantir la social-démocratie autrichienne.

Depuis l'entrevue de Riccione, c'est l'Italie qui gouverne à Vienne. Lorsque, pendant la crise gouvernementale de septembre 1933, Dollfuss pensa un instant à écarter du Gouvernement, en même temps que les agrariens, les ministres de la Heimwehr, le ministre italien Preziosi se rendit à la Ballhausplatz pour protester contre cette intention. À la suite de cette intervention, les ministres de la Heimwehr sont demeurés dans le Gouvernement. Car ce n'est pas le président de la Confédération, mais le résident d'Italie qui désigne les ministres en Autriche. Et l'Italie a intérêt à ce que la Heimwehr, financée et armée par le fascisme italien, l'agent le plus fidèle du fascisme italien en Autriche,

demeure dans le Gouvernement. Dollfuss lutte contre les nazis au nom de l'indépendance de l'Autriche; en réalité, il a fait de l'Autriche une colonie de l'Italie.

Il est vrai qu'à la fin de 1933 Dollfuss tenta de s'entendre avec l'Allemagne derrière le dos de l'Italie. Sous la pression des représentants de l'industrie des étrangers des provinces occidentales, il offrit à Hitler des négociations en vue d'une entente entre le Gouvernement autrichien et les nationaux-socialistes. Hitler désigna en qualité de plénipotentiaire le nommé Habicht, l'organisateur de la lutte illégale des nazis autrichiens contre Dollfuss. Dollfuss accepta cette humiliation et invita Habicht à Vienne. Les négociations devaient avoir lieu le 8 janvier à Vienne. Habicht s'y rendit sur un avion allemand. Au-dessus de Melk, à quelques kilomètres de Vienne, on lui fit savoir par T. S. F. qu'il devait s'en retourner. Fey s'était opposé aux négociations. Il est, en effet, monarchiste, partisan des couleurs noire et jaune, il veut la restauration des Habsbourg, et non l'entente avec les nazis. Fey réussit à obtenir un revirement total : le jour même où Dollfuss devait négocier avec Habicht, le Gouvernement publia un manifeste de combat contre les nazis!

Mais si Dollfuss avait ouvert derrière le dos de la Heimwehr des négociations avec les nazis, la Heimwehr en avait fait de même derrière le dos de Dollfuss. Chacun des deux compères voulait duper l'autre. Fey, qui eut aussi connaissance des négociations de ses camarades de la Heimwehr avec les nazis, contrecarra leur intention en faisant arrêter l'un des chefs de la Heimwehr, le comte Alberti, en compagnie du chef nazi Frauenfeld et du prince Waldeck-Pyrmont, envoyé par

Hitler. Lorsque le comte Alberti se mit à divulguer qu'il avait entrepris ces négociations au su de Starhemberg, le chef suprême de la Heimwehr, il fut envoyé dans un camp de concentration.

La position internationale de Dollfuss était dès lors ébranlée. L'Europe avait appris que ce champion courageux de l'indépendance de l'Autriche s'était trouvé disposé à capituler devant Berlin. L'Europe savait maintenant combien elle pouvait se fier à la lutte de la Heimwehr contre le national-socialisme. Par contre, la position de Fey, qui avait contrecarré les négociations avec les nazis, se trouvait grandement renforcée.

Suvich, sous-secrétaire d'État italien aux affaires étrangères, devait se rendre à Vienne quelques jours plus tard. Dollfuss ne savait pas comment ses maîtres italiens allaient le traiter. Il craignit que l'Italie ne préférât s'entendre maintenant elle-même avec Hitler au sujet de l'avenir de l'Autriche.

Dans cette situation, Dollfuss prononça le 18 janvier un discours dans lequel il invitait la classe ouvrière et les « chefs ouvriers honnêtes » à faire preuve d'une « bonne volonté interne », à collaborer à l'édification d'une nouvelle Autriche et à la défense de l'indépendance du pays. Ce discours ne tendait pas seulement à apaiser, à l'aide de quelques formules sans aucune portée réelle, l'opposition qui, au sein du Parti chrétien-social, désirait une entente avec la social-démocratie, mais il était plutôt destiné à impressionner Suvich. Il signifiait : si l'Italie n'était plus disposée à soutenir inconditionnellement Dollfuss, il pourrait aussi choisir une autre voie; il pourrait s'entendre avec les socialistes pour se rendre indépendant vis-à-vis de la Heimwehr et

être ainsi en mesure de s'écarter de l'Italie et de chercher protection contre l'Allemagne auprès de la France et de la Petite Entente.

Le jour où ce discours fut publié, Suvich arriva à Vienne. Au bout de peu de jours, on put voir avec évidence que Suvich et Dollfuss s'étaient entendus. L'Italie promettait à Dollfuss de lui conserver son soutien. Dollfuss s'engageait en échange à suivre une politique résolument fasciste. Il mit fin à toutes les discussions auxquelles son discours avait donné lieu en recourant à quelques mesures violemment « anti-marxistes » : l'interdiction de la vente de l'« Arbeiter Zeitung » et le décret excluant des travaux publics les ouvriers organisés dans les syndicats libres.

Le Conseil du Parti social-démocrate se réunit le 28 janvier. Il répondit au discours prononcé le 18 janvier par Dollfuss. Il déclara que le Parti était prêt à négocier au sujet d'une nouvelle Constitution et à collaborer à la défense de l'indépendance de l'Autriche. Il ne posa que deux conditions : en premier lieu, le suffrage universel et égal, expression de la souveraineté du peuple et de l'égalité politique des ouvriers, conquête de dizaines d'années de lutte de la classe ouvrière, devait être maintenu; en second lieu, il ne devait pas être porté atteinte à la liberté de coalition des ouvriers. La presse gouvernementale répondit par des sarcasmes. Suffrage universel et égal, liberté de coalition, — pareilles choses ne pouvaient plus exister dans la nouvelle Autriche!

Les lignes essentielles d'un projet de Constitution élaboré par le Dr Ender, ministre chargé de la préparation d'une nouvelle Constitution, furent publiées. Elles ne prévoyaient plus aucun Parlement issu du suffrage

universel. Le ministre des affaires sociales Schmitz écrivit dans l'organe central des chrétiens-sociaux qu'il ne devait plus y avoir, dans la nouvelle Autriche, de syndicats libres, mais seulement des « organisations semi-étatiques » suivant le modèle du système corporatif italien, qu'il ne devait plus y avoir de grèves, mais que le pouvoir de décider de tous les conflits de salaires devait être remis à l'État. On était donc fixé : la dictature se dirigeait vers le fascisme à 100 %.

### L'assaut du fascisme.

Dans le courant de la première semaine de février, la Heimwehr se mit à l'œuvre pour la réalisation du fascisme intégral.

C'est le Tyrol qui commença. La Heimwehr tyrolienne fut mise sur pied. Elle pénétra en armes dans le chef-lieu et dans les autres villes. Elle présenta au gouverneur les revendications suivantes : interdiction du Parti social-démocrate et dissolution du Parti chrétien-social de son propre gré; suppression de tous les partis; déposition du Gouvernement provincial constitutionnel ; nomination à sa place d'une Commission provinciale composée de représentants des formations militaires fascistes; dissolution des municipalités socialistes. Le gouverneur déclara qu'il ne pouvait pas faire droit à des revendications anticonstitutionnelles. La Heimwehr lui répondit alors qu'elle demeurerait en armes et occuperait les villes jusqu'à ce que ses revendications soient acceptées. Les pouvoirs publics eussent pu désarmer sans difficulté la Heimwehr — qui comptait au total,

à Innsbruck, 800 hommes. Ils ne l'ont pas fait. Dollfuss, en guerre à la fois avec les socialistes et avec les nazis, ne pouvait pas entrer aussi en conflit ouvert avec la Heimwehr.

Les jours suivants, la Heimwehr fut mobilisée aussi dans les autres provinces. Partout elle marcha en armes sur les chefs-lieux de province. Partout elle présenta les mêmes revendications au gouverneur.

Tandis que les fascistes tenaient sous la menace de leurs armes les gouvernements provinciaux institués par la Constitution, Fey prêtait, en sa qualité de ministre de la police, assistance aux rebelles fascistes, tout en procédant en même temps au désarmement du Schutzbund républicain, seule organisation en état de se défendre contre les fascistes de la Heimwehr.

À Schwechat, près de Vienne, la gendarmerie avait réussi à découvrir d'importants dépôts d'armes appartenant aux ouvriers. Fey en prit prétexte pour ordonner de rechercher des armes dans tous les foyers des travailleurs et pour faire arrêter partout les dirigeants du Schutzbund. Il publia le dimanche 11 février un communiqué annonçant que la découverte d'armes à Schwechat prouvait l'existence d'un « complot de criminels bolchévico-marxistes » contre les pouvoirs publics, qu'il devait donc agir avec rigueur contre la social-démocratie. Le fait était clair : la découverte des armes de Schwechat devait être « l'incendie du Reichstag » de Fey.

Un vif émoi s'empara de la classe ouvrière. Le fait que l'on cherchait à la désarmer et que l'on arrêtait les chefs du Schutzbund au moment où la Heimwehr tenait les gouvernements provinciaux sous la menace de ses armes, afin d'obtenir la remise aux fascistes des admi-

nistrations provinciales, montrait que l'heure décisive était venue. Les travailleurs pensèrent : en ce moment, nous ne devons plus nous laisser prendre des armes si nous ne voulons pas être incapables de soutenir la lutte à l'heure imminente de la décision.

Le Comité directeur du Parti mit la classe ouvrière en garde. Il voulait éviter la lutte aussi longtemps que le Gouvernement ne commettrait pas l'un de ces actes qui soulèveraient toute la masse de la classe ouvrière, qui pousseraient à son paroxysme la passion populaire. Mais l'irritation d'une grande partie des ouvriers était déjà si forte que les mises en garde du Comité directeur du Parti ne furent plus écoutées. Lorsque, deux jours après l'entrée de la Heimwehr en armes dans la ville de Linz et la remise des revendications fascistes au landeshauptmann de la Haute-Autriche, la police voulut saisir des armes dans le Foyer des ouvriers de Linz, les membres du Schutzbund se défendirent. La tempête éclata.

### **Les journées de lutte.**

Il n'est pas encore possible de retracer les épisodes de l'insurrection sanglante des ouvriers viennois. Car tout récit pourrait mettre en danger des centaines de personnes qui languissent dans les prisons du Gouvernement des bourreaux de Vienne, tout récit pourrait exposer à de graves périls des milliers de personnes qui ont échappé aux sbires des austro fascistes. Ce n'est que dans ses grands traits que l'on peut dès maintenant raconter l'histoire de ces jours.

La lutte commença par l'arrêt du travail. Mais le succès de la grève générale n'a nullement été complet.

La très grande majorité des cheminots ont fait défaut. Les cheminots étaient jadis l'une des troupes d'élite du mouvement ouvrier autrichien. Mais les événements des dernières années les ont brisés. L'effectif du personnel des chemins de fer fédéraux a été réduit en quelques années de plus de cent mille à 58.000 hommes : deux cinquièmes des cheminots ont été congédiés. Depuis cette terrible compression, chacun des cheminots tremble pour sa place; ils n'ignorent pas en effet qu'une nouvelle réduction du personnel doit être effectuée. La crainte du chômage a déprimé les cheminots. Depuis le moment où la dictature a brisé la représentation du personnel, si puissante naguère, les cheminots se sentent livrés sans protection à l'arbitraire de la direction des chemins de fer. Ils sont devenus craintifs, pusillanimes. Ils sont demeurés à leur travail tandis que les canons tonnaient contre les maisons communales. Le fait que les chemins de fer pouvaient continuer à circuler a rendu beaucoup plus difficile le développement de la grève générale. Lors de toutes les grandes batailles des ouvriers autrichiens, l'arrêt des chemins de fer avait jadis donné le signal de la lutte au reste de la classe ouvrière; cette fois, le signal ne fut pas donné. Un grand nombre de régions éloignées n'ont appris que tardivement le déclenchement de la grève, et n'ont pas connu de tous les raisons et les faits qui l'avaient provoquée.

Mais le travail a également été poursuivi dans un grand nombre d'autres entreprises. C'est ainsi qu'au grand préjudice du mouvement les journaux bourgeois purent paraître pendant les journées de grève. Ces

jours ont appris combien le déclenchement d'une grève générale est difficile pendant une époque de chômage si intense et si prolongé. Les ouvriers qui n'ont pas pris part au mouvement de grève apprendront maintenant d'une façon terrible comment une réaction triomphante traite des prolétaires qui, dans une heure historique, se sont avérés inaptes à la lutte.

Mais si la grève générale n'avait réussi que d'une manière incomplète, l'insurrection armée du Schutzbund républicain fut par contre puissante, imposante, profondément admirable. À vrai dire, il y eut là aussi des lacunes. Plusieurs districts n'ont pas du tout recouru aux armes; dans bien des cas parce que les saisies des derniers jours avaient désarmé le Schutzbund et que l'arrestation des chefs locaux avait éloigné les hommes qui savaient dans quel endroit les armes étaient cachées. Dans d'autres districts, le courage, l'esprit d'offensive a sans doute fait défaut à la direction locale du Schutzbund. Mais là où le Schutzbund est entré dans la bataille, son attitude a été marquée du sceau du courage, de la ténacité, de l'héroïsme le plus admirable. Dollfuss a dû reconnaître lui-même, dans son discours du 17 février, « l'héroïsme » des combattants du Schutz-bund.

Les combats pour le Foyer ouvrier d'Ottakring, pour le Karl-Marx-Hof, la lutte de quatre jours pour Meidling, pour Simmering, pour Kaisermiehlen et surtout pour Floridsdorf, les batailles de Steyr et de Bruck, les combats de rues de Linz, — tout cela s'inscrit parmi les pages les plus glorieuses et les plus héroïques de l'histoire révolutionnaire de tous les temps et de tous les pays.

À quoi pourrait-on comparer l'histoire des journées révolutionnaires de Vienne ?

Le soulèvement des ouvriers parisiens en 1871 s'était produit immédiatement après le siège de Paris par l'armée allemande. Tout le peuple de Paris était encore armé. La Commune disposait d'un matériel de guerre pour 200.000 hommes. Des centaines de canons se trouvaient en sa possession. L'armement n'était pas aussi inégal que lors de ces journées de Vienne, où les ouvriers ont combattu quatre jours durant avec de vieux fusils d'infanterie contre les canons et les obusiers de l'armée fédérale.

Lorsque les ouvriers de Pétersbourg se soulevèrent en mars 1917 contre le tsarisme, la Russie avait été battue dans la guerre mondiale, les troupes tsaristes étaient composées d'ouvriers et de paysans mobilisés dont une grande partie passa, au cours de la bataille, du côté des révoltés. À Vienne, les ouvriers se trouvaient en face d'une armée de mercenaires que ses chefs avaient solidement en mains et qui, jusqu'à la dernière heure, lutta avec discipline.

Lorsque, le 7 novembre 1917, les ouvriers de Pétersbourg se soulevèrent pour la seconde fois, les soldats se trouvaient de leur côté, et le gouvernement Kerensky n'était protégé que par quelques compagnies d'aspirants.

La lutte des ouvriers autrichiens ne peut donc être comparée à aucune des dernières grandes révolutions. Jamais une classe ouvrière révolutionnaire n'a tenu aussi longtemps, aussi opiniâtrement, aussi héroïquement contre un ennemi possédant une aussi grande supériorité technique que lors des journées insurrectionnelles de Vienne.

L'ennemi possédait tout d'abord une supériorité au point de vue de la direction. Le Schutzbund n'avait pas d'officiers. Les anciens chefs de bataillons et majors du temps de guerre, qui devaient diriger les détachements du Schutzbund, avaient été arrêtés avant la bataille. Les suppléants qui prirent leur place étaient souvent des jeunes gens sans expérience militaire. La direction centrale du combat a aussi fait défaut. Nous avons improvisé le premier jour de la bataille une direction centrale. Mais le quartier où elle avait son siège tomba bientôt entre les mains de l'armée fédérale, et la liaison entre la direction et les groupes combattant dans les autres quartiers fut rendue impossible dès le second jour à la suite des barrages militaires. Les différents groupes furent donc réduits à eux-mêmes. Dans les grandes maisons communales habitées par les ouvriers, derrière des barricades rapidement élevées, et même, aux limites de la ville, dans de véritables tranchées, ils résistèrent aux troupes ennemies. L'adversaire était lâche. Il n'osa pas attaquer avec les mêmes armes les combattants du Schutzbund, qui n'étaient armés que de fusils et de mitrailleuses. Il bombarda leurs positions au moyen de l'artillerie. Le Schutzbund n'avait assurément ni canons ni obusiers. Ce sont les canons et les obusiers qui ont décidé du sort de la bataille.

Les grands palais que la municipalité rouge avait construits pour loger les travailleurs de Vienne ont été démolis et détruits à coups d'obus. Ils avaient été bâtis par les socialistes; le fascisme les a bombardés avec des obusiers lourds. « Construite avec le produit de l'impôt sur les logements », telle était l'inscription que la municipalité de Vienne avait apposée sur chacune de ses

maisons d'habitation. « Détruite avec le produit de l'emprunt à lots », tels sont les mots que le peuple viennois y ajoute maintenant.

Les fascistes mentent impudemment lorsqu'ils prétendent que l'examen des bâtiments communaux a révélé qu'ils avaient été construits et aménagés pour servir de forteresses. Ce sot mensonge est destiné à justifier l'emploi de l'artillerie. Le bourgeois comprend que l'on bâtit des maisons pour qu'elles rapportent une rente à leurs propriétaires. Mais lorsque l'on bâtit des logements qui permettent, certes, à 60.000 familles de vivre dans la lumière, l'air et la santé, mais ne rapportent une rente à personne, ce ne peut être qu'en vue de la guerre civile !

Après quatre jours de combats, les ouvriers autrichiens ont été vaincus. Cette défaite était-elle inéluctable ? Auraient-ils pu vaincre ? Après les expériences de ces quatre jours, on peut dire : si les chemins de fer avaient été arrêtés, si la grève générale s'était étendue à tout le pays, si le Schutzbund avait attiré à sa suite toute la masse des ouvriers dans tout le pays, le Gouvernement n'aurait alors guère réussi à se rendre maître de l'insurrection.

Que le Schutzbund ne demeurât seul dans la bataille et que de profondes masses de prolétaires ne suivissent sa lutte avec, sans doute, la sympathie la plus ardente, mais sans y prendre part elles-mêmes, c'est ce qu'avait toujours craint le Comité directeur du Parti. C'est pourquoi le Parti n'a pas voulu commencer la lutte avant qu'elle ne fût déchaînée par un acte de l'adversaire soulevant la colère et les passions de tout le peuple travailleur. C'était là la raison et le sens de la politique

des « quatre points ». Les provocations de la dictature et l'irritation des couches les plus avancées de la classe ouvrière ont empêché la réalisation de ces vues. L'attaque des camarades de Linz a lancé dans la bataille tout le front à un moment où l'acte de l'adversaire, qui devait provoquer le soulèvement de masses infiniment plus grandes, était, il est vrai, imminent, mais ne s'était pas encore produit.

Les membres du Schutzbund ont ainsi succombé après une lutte héroïque. Mais, s'ils ont été vaincus, leur défaite a été honorable et glorieuse. En Italie, la classe ouvrière n'a pu opposer aucune résistance à la marche de Mussolini sur Rome. En Allemagne, la social-démocratie et le Parti communiste ont succombé sans bataille devant le national-fascisme. En Autriche, l'élite combattante du prolétariat a montré comment des ouvriers épris de liberté se défendent lorsque leur liberté est menacée. Des générations de travailleurs raconteront à leurs enfants les hauts faits des membres du Schutz-bund, élèveront leurs fils dans le culte et l'esprit des combattants pour la liberté des travailleurs autrichiens. Du précieux sang prolétarien qui a été versé lèvera une riche moisson. Baignée dans le souvenir de nos camarades morts sur le champ de bataille et exécutés sous la loi martiale, dans la gloire de leur lutte, dans la haine envers les assassins qui ont tué des femmes et des enfants dans les maisons communales, envers leurs bourreaux qui ont envoyé des blessés à la potence et envers leurs complices, que ce soit du haut de leurs sièges épiscopaux catholiques ou dans les rédactions des journaux juifs qu'ils applaudissent les crimes sanglants du gouvernement des bourreaux, la social-démo-

cratie autrichienne se relèvera victorieuse. Teint du sang de nos héros, le drapeau rouge flottera de nouveau, un jour, sur Vienne, il flottera un jour sur l'Autriche.

Dans tout le monde prolétarien, l'écho des journées de Vienne a été immense. En Angleterre et en France, en Belgique et en Hollande, en Suisse et en Tchécoslovaquie, partout, de l'Espagne jusqu'aux pays baltes, dans la Russie rouge, au-delà de l'Océan en Amérique, partout les ouvriers ont manifesté dans de grandioses assemblées en faveur du prolétariat autrichien en lutte, partout ils ont maudit ses assassins et ses bourreaux. Les socialistes du monde entier avaient ressenti avec humiliation, ils avaient considéré comme un encouragement néfaste donné à la réaction internationale, comme un affaiblissement certain de la classe ouvrière de tous les pays, le fait que la classe ouvrière allemande s'était soumise sans combat au fascisme. Ils sont fiers et se sentent réconfortés et retremés par le fait que les travailleurs autrichiens se sont opposés au fascisme fusil en main et qu'en préférant à une capitulation sans combat une lutte inégale et désespérée ils ont sauvé l'honneur révolutionnaire du socialisme international, encouragé et renforcé la résistance révolutionnaire des travailleurs du monde entier, opposé un avertissement menaçant à la réaction fasciste dans le monde entier. Le prolétariat du monde entier aimait Vienne-la-Rouge pour son édification pacifique socialiste, pour ses logements, pour le chef-d'œuvre de sa prévoyance sociale et de sa réforme scolaire. Maintenant, la classe ouvrière du monde entier aime plus ardemment encore Vienne-la-Rouge pour son acte révolutionnaire, pour son héroïsme, pour le sang qu'elle a versé pour la

liberté. C'est avec plus de fierté que jamais que les travailleurs chantent, dans toutes les langues du monde civilisé, l'hymne des travailleurs de Vienne, de Brügel :

D'rum weh du flammende,

Du rote Fahne

Voraus dem Wege, den wir zieh'n

Wir sind der Zukunft getreue Kämpfer,

Wir sind die Arbeiter von Wien.

(Flotte donc, ardent drapeau,

O drapeau rouge,

Montre-nous notre chemin!

Nous sommes de l'avenir les combattants fidèles,

Nous sommes les travailleurs de Vienne!)

### **Mensonges de guerre du fascisme.**

Outre les canons, les autos blindées, les lance-flammes, les avions d'observation, la dictature avait encore une autre arme que nous n'avions pas : la radio. Les postes émetteurs, occupés par de forts détachements militaires, étaient demeurés entre ses mains. Notre espoir de pouvoir leur opposer des émetteurs à ondes courtes à été déçu.

La radio a annoncé dès le premier moment des nouvelles mensongères sur des victoires du « pouvoir exécutif », sur des défaites du Schutzbund, sur l'écrasement de l'insurrection. Cela a exercé une très forte influence. De vastes régions, qui n'ont appris les événements que par la radio, ont cru prématurément que l'insurrection était étouffée et par conséquent ne s'y sont pas joints.

Le Gouvernement a aussi essayé de démoraliser les insurgés par un autre mensonge, qui a été répandu par la radio ainsi que par des tracts lancés partout par des avions gouvernementaux. Il essaya de les persuader que les chefs avaient fui avant la bataille ou à son début et qu'ils avaient « laissé les ouvriers seuls sur les barricades ».

En réalité, presque tous les chefs de la social-démocratie et des syndicats libres avaient déjà été arrêtés lundi vers midi; ceux que la dictature calomniait étaient enfermés dans ses prisons. Parmi les chefs les plus connus, seuls **Julius Deutsch** et moi-même, nous avons échappé à l'arrestation. C'est précisément nous deux que Dollfuss aurait eu le plus de plaisir à faire pendre. Le fait que c'est précisément nous deux que ses argousins n'ont pas réussi à trouver a eu le don d'exciter sa fureur. C'est pour cela que c'est contre nous deux qu'il a répandu avec le plus de rage la calomnie que nous aurions fui avant la bataille.

Je dois répondre à cette calomnie. Non pas à cause de nous deux, mais à cause du Parti. Car la confiance des ouvriers dans le Parti détruira cette calomnie. Mais je dois répondre avec prudence et réserve. Je ne puis indiquer avec précision aucun lieu ni aucune heure. Car les compagnons d'armes qui se trouvaient à nos côtés en ces journées sont au pouvoir de l'ennemi. Je ne puis dire un seul mot qui puisse les mettre en danger.

Lundi à midi, nous nous sommes rendus, Deutsch et moi, dans un quartier ouvrier de Vienne, au siège de la direction centrale de la lutte. C'est le fait que nous nous y trouvions qui a empêché la police de nous découvrir. La direction a établi et maintenu la liaison entre les

groupes de combattants à Vienne, et, autant que possible, dans la province. Mais elle a travaillé dans des conditions particulièrement difficiles. Le quartier où elle avait son siège tomba entre les mains des troupes gouvernementales. Nous y avons néanmoins, menacés à tout instant d'être arrêtés, poursuivi notre travail jusqu'au mardi matin. Après, ce ne fut plus possible; nos hommes de liaison qui apportaient les nouvelles et transmettaient les instructions se heurtaient, immédiatement devant la maison dans laquelle nous travaillions, à des patrouilles de l'armée et de la police. Nous avons donc scindé mardi matin la direction, et nous l'avons transférée en deux autres endroits. Mais au bout de quelques heures, les quartiers où se trouvaient nos nouveaux sièges étaient également entre les mains de l'ennemi, et là aussi tous les combats étaient terminés. Nous essayâmes alors de parvenir auprès de l'un des groupes encore en lutte. Cette tentative échoua à la suite des barrages militaires que nous ne pûmes franchir. Nos hommes de liaison ne purent, eux non plus, parvenir jusqu'à ces groupes. Nous étions donc entièrement coupés de tous les groupes encore en lutte. La police était sur nos talons. En dépit d'un déguisement, je fus reconnu dans la rue. Deutsch, déjà blessé, échappa presque par miracle à l'arrestation; les policiers perquisitionnèrent dans la maison même où il se trouvait et ne le remarquèrent pas! Sans aucune possibilité d'intervenir dans les derniers combats, nous n'avions plus que le choix entre attendre inactifs notre arrestation et fuir. Ce n'est que lorsque tous les combats furent terminés dans la partie de la ville où nous nous trouvions et que tout espoir d'un revirement eut disparu que nous nous

sommes résolus à tenter d'atteindre la frontière tchécoslovaque.

Avant nous déjà, quelques groupes d'ouvriers étaient arrivés à Bratislava. Quelques heures après nous, 47 membres du Schutzbund, qui se retiraient des combats de Floridsdorf, franchirent avec leurs armes la frontière tchécoslovaque. Ils s'étaient battus jusqu'à la frontière avec des détachements de la Heimwehr qui les poursuivaient.

Nous sommes restés à Vienne plus longtemps que le Gouvernement ne l'a cru. Lorsque le ministre Schuschnigg raconta à la radio que nous avions « laissé les ouvriers seuls sur les barricades », nous nous trouvions au siège de la direction de la lutte. Lorsque le vice-chancelier Fey annonça à la radio que nous étions arrivés à Prague, nous nous trouvions toujours à Vienne. Et, puisque le sieur Fey a également raconté que nous nous étions, pour notre fuite, « richement munis d'argent », je révélerai à cet adversaire chevaleresque que, lorsque je passai la frontière, j'avais sur moi 105 shillings, et Deutsch moins encore.

### **Nos fautes.**

Nous sommes battus. Et la question de savoir si ce sont des erreurs politiques que nous avons commises, si ce sont nos propres fautes qui ont amené la catastrophe sanglante tourmente chacun de nous.

Les uns disent : « Notre politique a été depuis des années trop doctrinaire, trop « radicale », trop intransigente, trop « à gauche ». Elle a ainsi provoqué l'effon-

drement du Parti. » Les autres disent au contraire « Notre politique a été trop pusillanime, trop hésitante, elle a manqué de l'élan révolutionnaire qui eût seul pu attirer à nous toute la masse, elle a retardé trop longtemps la lutte et ainsi provoqué la défaite, elle a été trop « à droite ».

Où est la vérité ? Que nous ayons commis des fautes, cela ne fait aucun doute; celui-là seul qui n'agit pas ne commet pas de fautes. Il est utile de reconnaître franchement ces fautes; car notre expérience sera le meilleur enseignement pour ceux qui viendront après nous. Je puis d'autant mieux reconnaître nos erreurs qu'en le faisant je ne charge personne d'autre que moi; je suis, en effet, plus qu'aucun autre, responsable des erreurs commises.

En avril 1932, les élections provinciales et communales avaient révélé une croissance du national-socialisme en Autriche. Les pangermanistes, qui se trouvaient dans l'opposition depuis la retraite forcée de Schnber, et les nationaux-socialistes réclamaient de nouvelles élections pour le Conseil national. Les chrétiens-sociaux, par contre, avaient une peur panique de nouvelles élections. Si nous nous étions montrés prêts à ce moment à voter au Conseil national contre de nouvelles élections, et si nous avions en même temps assuré le Gouvernement Buresch, qui était encore en fonctions, que nous le tolérerions de la même manière que la social-démocratie allemande tolérait le Gouvernement Brüning, nous aurions peut-être pu empêcher la formation d'un gouvernement de coalition des chrétiens-sociaux et du Land-bund avec la Heimwehr. Nous ne l'avons pas fait. Nous croyions que de nouvelles élections seraient utiles pour

que les nationaux-socialistes fissent leur entrée au Parlement et que la nécessité de prendre position à l'égard des questions économiques et politiques concrètes démasquât leur démagogie. Nous craignions, après les expériences faites par la social-démocratie allemande, de nous trouver dans la situation de la « politique de tolérance ». Nous croyions que seule une politique oppositionnelle énergique de la part de la social-démocratie pouvait empêcher que les masses appauvries et aigries par la crise économique ne passassent au camp des nationaux-socialistes. La conséquence de notre attitude a été que les chrétiens-sociaux se coalisèrent avec la Heimwehr et que Dollfuss forma son Gouvernement avec Fey. Lors des élections de l'automne 1930, nous avons vaincu la première coalition des chrétiens-sociaux et de la Heimwehr, le Gouvernement Vaugoin-Starhemberg; en 1932, induits en erreur par cette expérience, nous avons méconnu le fait qu'à un moment où le fascisme subissait en Allemagne une poussée impétueuse la participation des fascistes au pouvoir gouvernemental en Autriche entraînerait un danger bien plus considérable. Notre attitude après les élections de 1932 a donc peut-être été une faute; elle a été une « déviation de gauche ».

Nous avons fait encore une faute de ce genre. Lorsque le Gouvernement Dollfuss-Fey répondit par des révocations de cheminots à la grève de protestation de deux heures déclenchée par les cheminots le 1<sup>er</sup> mars 1933, nous essayâmes d'empêcher ces révocations en présentant le 4 mars une motion au Parlement. Comme le Gouvernement n'avait qu'une majorité d'une voix, chaque voix était importante. Mais nous perdions une voix

par le fait que Renner, en sa qualité de président du Conseil national, présidait la séance et ne pouvait donc pas prendre part au vote. Nous crûmes ne pas pouvoir prendre la responsabilité devant les cheminots de la défaite en raison de la position de Renner en qualité de président et d'abandonner ainsi des centaines de cheminots à la révocation. Sur mon conseil, Renner abandonna donc la présidence. Mais, ce que nous n'avions pas prévu, les vice-présidents chrétien-social et pangermaniste démissionnèrent également. Le jour suivant, Hitler remportait en Allemagne sa grande victoire électorale; dans notre empressement à protéger les cheminots menacés de la révocation, nous n'avions pas prévu l'influence immédiate que le bouleversement de l'Allemagne pourrait exercer sur l'Autriche. Par la démission de Renner, nous avons fourni au Gouvernement Dollfuss le prétexte dont il s'est servi pour supprimer le Parlement. Cela a été incontestablement une faute — cela aussi a été une c déviation de gauche ».

Le Parlement était mis à l'écart. La dictature s'établit. La tentative de reprendre le 15 mars les travaux du Parlement fut empêchée par la force par Dollfuss. Nous aurions pu y répondre le 15 mars par la grève générale. Jamais les conditions ne furent, plus que ce jour-là, favorables pour assurer le succès de la lutte. La contre-révolution allemande, qui s'accomplissait furieusement à ce moment même, avait vivement impressionné les masses autrichiennes. Celles-ci attendaient le signal de la lutte. Les cheminots n'étaient pas encore aussi démoralisés qu'onze mois plus tard. L'organisation militaire du Gouvernement était alors bien plus faible qu'en février 1934. À ce moment, nous aurions peut-être pu

vaincre. Mais nous avons alors reculé devant la lutte. Nous croyions encore pouvoir parvenir par des négociations à une solution pacifique. Dollfuss avait promis qu'il négocierait sous peu avec nous, à la fin de mars ou au début d'avril, au sujet d'une révision de la Constitution et du règlement des débats parlementaires; nous étions encore assez insensés pour ajouter foi à une promesse de Dollfuss. Nous avons retardé la lutte parce que nous voulions épargner au pays la catastrophe d'une guerre civile sanglante. La guerre a éclaté néanmoins onze mois plus tard, mais dans des conditions infiniment plus défavorables pour nous. Ce fut une faute — la plus néfaste de toutes nos fautes. Et ce fut cette fois une « déviation de droite ».

Notre politique a-t-elle été trop « à gauche » ou trop « à droite » ? Il n'existe aucune stratégie qui puisse nous enseigner que la victoire s'obtient toujours par l'offensive ou toujours par la défensive, que la décision survient toujours sur l'aile gauche ou toujours sur l'aile droite. Les problèmes de la tactique prolétarienne dans les temps mouvementés de l'Histoire sont trop compliqués pour pouvoir être ramenés à une opposition entre la « gauche » et la « droite ». Les fautes que nous avons commises étaient tantôt des déviations de « gauche » et tantôt des déviations de « droite » de la voie dont nous pouvons maintenant, connaissant les événements ultérieurs, supposer qu'elle eût été la meilleure.

Mais, si peu que nous veuillons contester les fautes que nous avons commises, pouvons-nous dire qu'après la victoire du fascisme en Allemagne il existait une possibilité d'empêcher la contre-révolution autrichienne? Une autre politique, une autre tactique eût-elle pu l'em-

pêcher ? Si, après les élections d'avril 1932, nous nous étions résolus à poursuivre une « politique de tolérance » à l'égard du Gouvernement Buresch, ne serions-nous pas tombés précisément dans la voie de la social-démocratie allemande ? Si le 4 mars Renner n'avait pas démissionné de la présidence, le Gouvernement, effrayé par le bouleversement de l'Allemagne, n'aurait-il pas trouvé un autre prétexte pour supprimer le Parlement ? Si nous avions déclenché l'attaque le 15 mars 1933, la guerre civile n'aurait-elle pas amené la coalition des noirs avec les bruns, qui n'étaient alors pas encore aussi hostiles que maintenant les uns à l'égard des autres, et fait ainsi de Hitler le maître de l'Autriche ?

La social-démocratie hongroise a suivi en 1919, le socialisme italien a suivi jusqu'en 1922 une politique « de gauche », révolutionnaire, apparentée au communisme, — dans les deux pays, cette politique a abouti à une catastrophe. La social-démocratie allemande a choisi par contre une voie très gouvernementale, très nationale, très « à droite », — elle a également été battue. Nous, en Autriche, nous avons essayé de prendre une voie intermédiaire entre l'extrémisme italo-hongrois et l'extrémisme allemand, — nous aussi, nous avons été battus. Les défaites de la classe ouvrière sont évidemment dues à des causes plus profondes que la tactique de ses partis, que des fautes tactiques individuelles.

Les causes de la catastrophe.

Le jour de notre défaite, un démocrate bourgeois a dit: « C'est Breitner qui a été le malheur de la social-démocratie autrichienne ». Que l'on eût bâti, avec le

produit des impôts, de beaux logements ouvriers, pour que ces logements, qui ne sont grevés d'aucun intérêt pour l'amortissement d'un capital emprunté, pussent être loués à bon compte à des ouvriers, à des chômeurs; que l'on imposât la richesse, le luxe, le plaisir, afin de construire pour les pauvres des habitations à bon marché, afin de développer pour eux la prévoyance, créer une école moderne pour leurs enfants, — non, tout cela, les classes possédantes ne pouvaient le supporter! Vous dites que notre faute a été la politique fiscale de Breitner ? Vous ne faites alors que dire : notre faute a été d'être des socialistes.

Le jour de notre défaite, un journal capitaliste a aussi écrit que la social-démocratie avait péri parce qu'elle avait empêché la satisfaction de nécessités économiques. C'est ce qu'elle aurait fait en opposant une résistance si tenace à l'atténuation de la protection des locataires. Necessités économiques ? Ce sont les nécessités du profit capitaliste et de la rente capitaliste. Notre faute a été d'avoir placé la nécessité humaine de fournir un abri aux travailleurs mal rémunérés, en chômage partiel, aux prolétaires sans travail, aux petits artisans appauvris, plus haut que les « nécessités économiques » du profit et de la rente!

Avant notre défaite déjà, nous avons souvent entendu dire par les bourgeois : la dictature est devenue nécessaire parce que la social-démocratie a empêché au Parlement l'atténuation d'une législation de protection sociale devenue insupportable pendant une période de crise économique. Effectivement, la démocratie devait être détruite, le socialisme devait être étouffé dans le sang afin que le patronat pût déchirer les lois de protec-

Lion ouvrière, se libérer des « charges sociales », démolir les syndicats, qui opposaient une limite à l'exploitation.

La crise économique a renforcé les antagonismes de classes. Certes, la bourgeoisie autrichienne a été appauvrie à la suite de la crise. Mais le patron appauvri est un adversaire plus rempli de haine à l'égard du prolétariat que ne l'est le riche patron dont les affaires sont florissantes. Celui-ci laisse volontiers tomber de sa table richement garnie quelques miettes pour les ouvriers; celui-là ne connaît pas d'autre moyen, pour se sauver de la faillite menaçante, que la baisse des salaires et la « réduction des charges sociales ».

La crise économique a prolétarisé petits bourgeois et paysans; la démocratie bourgeoise n'a pas pu préserver les masses de la crise. Elle n'a pas pu les préserver de la crise non parce qu'elle était une démocratie, mais parce qu'elle était une démocratie bourgeoise, une démocratie édiflée sur la base des relations capitalistes de propriété et de production. Mais cela, les masses petites-bourgeoises et paysannes ne l'ont pas compris. Appauvries, aigries, elles se sont détournées complètement de la démocratie, elles ont cherché quelque chose de neuf, de non encore expérimenté, exempt de toute compromission, qui pût les sauver. De la sorte, elles étaient mûres pour le fascisme. Ainsi les fils des petits bourgeois et des paysans purent-ils être enrôlés par les agents de la Heimwehr. Ainsi furent-ils enrégimentés sous la direction des aristocrates grands propriétaires fonciers, des généraux de l'armée impériale et royale, qui commandent les bataillons de la Heimwehr, — sous la direction des classes détrônées par la Révolution de 1918.

Et au moment même où la bourgeoisie capitaliste se dressait contre la démocratie afin de pouvoir briser la puissance des syndicats, de pouvoir enlever leurs conquêtes sociales aux ouvriers; au moment même où les aristocrates et les généraux avaient réuni une armée de jeunes paysans et de petits bourgeois appauvris afin de détruire la démocratie qu'ils haïssent, afin de rétablir leur État, l'État autoritaire, l'État d'avant-guerre, qu'ils dominaient, — en ce même moment, la force de résistance de la classe ouvrière était terriblement affaiblie; plus du tiers des ouvriers étaient jetés à la rue, les autres tremblaient pour leur place.

Depuis 1848, tous les grands événements historiques qui se sont déroulés en Allemagne ont été suivis d'événements semblables en Autriche. Lorsque le libéralisme de la grande bourgeoisie vint au pouvoir en Allemagne, l'Autriche connut aussi son « gouvernement des bourgeois », (Bürgerregierung). Lorsque en 1878 Bismarck se détourna du libéralisme, en Autriche aussi le règne libéral fut remplacé par le gouvernement féodalo-clérical Taaffe. La loi sur les socialistes de Bismarck fut suivie de l'état d'exception de Taaffe. Lorsque la loi sur les socialistes fut abrogée en Allemagne, l'état d'exception fut levé aussi en Autriche. Le 9 novembre 1918, l'Empire allemand s'effondra; trois jours plus tard, l'Autriche devenait une République. Les événements d'Allemagne ont donc toujours déterminé ceux d'Autriche. Il en fut de même cette fois : lorsque Hitler détruisit la démocratie allemande et le socialisme allemand, les aristocrates, les généraux, les capitalistes crurent le moment venu en Autriche aussi d'ériger une dictature fasciste, d'abattre la social-démocratie et les syndicats.

Les aristocrates et les généraux, dont l'idéal réside dans le passé des Habsbourg, et les cléricaux catholiques ne voulaient assurément pas que l'Autriche tombât sous la domination de Hitler. Mais ils voulaient profiter de la conjoncture « antimarxiste » créée par la victoire de Hitler sur la démocratie et sur la classe ouvrière pour étouffer en Autriche aussi la démocratie et la classe ouvrière, pour y édifier un fascisme indigène, national, alpin.

Lorsque, après le 5 mars 1933, la marée nationale-socialiste monta aussi en Autriche et que Hitler commença sa lutte pour l'Autriche, il eût été naturel que toutes les forces hostiles au rattachement au Troisième Empire se fussent unies contre le danger brun. Mais les aristocrates et les généraux, qui voulaient rétablir l'ancienne Autriche des Habsbourg, les capitalistes, qui visaient à la suppression des syndicats et à la « réduction des charges sociales », les princes de l'Église, qui préfèrent, comme l'a dit le père jésuite Bichlmayer, la « discipline fasciste » à une démocratie qui donne aux libres penseurs la liberté de propagande, eux tous ne le voulaient pas. Car ils auraient ainsi laissé passer la conjoncture « antimarxiste ». Ils ont donc entrepris la guerre sur deux fronts à la fois, contre les nationaux-socialistes et contre la social-démocratie. Luttant contre 70 % au moins de leur propre peuple, ils ont dû se servir de moyens toujours plus brutaux, ils ont dû, pour se maintenir au pouvoir, mettre à l'écart toutes les institutions représentatives élues par le peuple et se donner comme but, pour l'avenir, la suppression complète de toutes les élections au suffrage universel. Ils ont dû ainsi aggraver les antagonismes jusqu'au moment où la classe

ouvrière n'eut plus qu'une alternative : une capitulation honteuse ou une résistance désespérée.

Ils ont maintenant vaincu. Maintenant ils proclament : contre la classe ouvrière. Maintenant ils proclament : « Il ne doit plus y avoir de lutte de classe! » En effet, lorsque la classe ouvrière doit supporter impuissante, sans aucun droit, sans aucun moyen de défense, la domination de classe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, des vieux généraux et de la hiérarchie ecclésiastique, sans pouvoir se soulever contre eux, y a-t-il encore une lutte de classe ? La réconciliation des classes qu'ils proclament, après avoir assassiné des ouvriers et des femmes et des enfants d'ouvriers, après avoir pendu des prisonniers blessés, après avoir bombardé les habitations ouvrières, elle signifie en réalité l'assujettissement total de la classe des travailleurs à la dictature des classes dominantes. Mais ils se trompent. Ils feront très vite l'expérience que leur victoire dans une bataille de classes est loin d'avoir décidé de l'issue de la guerre des classes.

### **Et maintenant ?**

Le grand édifice de l'organisation socialiste d'Autriche est détruit. Mais la conviction des 600.000 socialistes organisés d'Autriche est indestructible.

Certes, il y aura des transfuges, — de même qu'il y a eu en 1918 des socialistes de novembre, il y aura maintenant des patriotes de février. Certes, un grand nombre de gens qui ne sont venus au Parti que pour obtenir des avantages matériels personnels l'abandon-

neront, un grand nombre de craintifs s'en retireront, un plus grand nombre encore de pauvres gens devront, la rage au cœur, feindre une conviction qui n'est pas la leur afin de sauver le peu de pain dont ont besoin leur femme et leurs enfants. Mais le noyau du Parti, qui a subi l'épreuve du feu, demeurera ferme. La grande école du socialisme autrichien fera ses preuves.

Les travailleurs autrichiens ont l'habitude de l'organisation. C'est un art dans lequel ils sont passés maîtres. Très vite, ils auront de nouveau leurs organisations. L'interdiction du Parti national-socialiste n'a pas pu empêcher ce Parti d'être bien plus fort aujourd'hui qu'à l'époque où l'interdiction a été prononcée. L'interdiction de la social-démocratie empêchera moins encore notre Parti de continuer à vivre sous de nouvelles formes.

Ce dont nous avons besoin et ce que nous pouvons construire aujourd'hui en Autriche, ce ne sera certes pas une organisation démocratique des masses avec des centaines de milliers de membres. Ce devra être une organisation possédant des cadres étroitement serrés, qui doivent acquérir la possibilité d'éduquer, d'influencer et de conduire dans les prochaines luttes les masses dans les entreprises et les offices de chômage.

Il s'agit tout d'abord d'empêcher que la classe ouvrière ne tombe sous des influences étrangères. H n'y a pas lieu de craindre que Dollfuss et Fey puissent gagner les ouvriers à leur cause. La classe ouvrière haïssait, dès avant le 12 février, les individus qui ont détruit nos libertés publiques, qui nous ont repris nos conquêtes sociales. La classe ouvrière hait plus encore maintenant les assassins des femmes et des enfants, qui ont dirigé leurs batteries lourdes sur les maisons commu-

nales. Bien plus grand est le danger que le national-socialisme ne pénètre dans une plus large mesure au sein de la classe ouvrière. À la fin de la lutte déjà, nous avons entendu des ouvriers viennois dire : « Il ne nous reste plus maintenant qu'à marcher contre Dollfuss avec les nazis ». C'est ainsi que maint ouvrier pense maintenant : « Si seulement les nazis nous promettent de pendre Dollfuss et Fey, nous irons avec eux! » 11 y a dans cet état d'esprit un grave danger. Combattre ce danger, telle est notre toute première tâche.

N'oublions pas ce que Hitler a fait en Allemagne! L'ennemi mortel des ouvriers allemands est aussi notre ennemi. Il ne faut pas que par sa colère, si sacrée soit-elle, si justifiée soit-elle, contre les petits tyrans de son pays, la classe ouvrière puisse se trouver induite à aider le grand despote sanglant du Troisième Reich à assurer sa domination sur l'Autriche.

Il faut mettre tout en œuvre pour empêcher la pénétration du national-fascisme allemand dans la classe ouvrière autrichienne.

Mais, au-delà de cette tâche immédiate, la social-démocratie autrichienne se trouvera, dans un temps qui n'est nullement éloigné, mise en face de grandes tâches historiques.

La dictature Dollfuss-Fey ne durera pas longtemps. Hitler a pu s'appuyer sur l'organisation militaire rigoureuse de ses S. A. et de ses S. S., Mussolini sur ses chemises noires. Il manque au fascisme autrichien une organisation fasciste militaire de ce genre. Il a bien le Front patriotique! Mais ce ne sont pas des S. A. ni des chemises noires. C'est un ramassis de bourgeois juifs, qui craignent l'antisémitisme de Hitler, d'aristocrates

page manquante

Utopie ? En aucune façon. Le premier acte de Dollfuss après la défaite de la classe ouvrière a été la préparation d'une rencontre avec Mussolini et G6mWs.

L'alliance italo-austro-hongroise est en bonne voie. Les monarchistes espèrent que Mussolini mariera une fille du roi d'Italie à Otto Habsbourg et qu'il favorisera le rétablissement de la monarchie austro-hongroise des Habsbourg. Ils croient que la France, dans son désir de séparer d'une manière durable l'Autriche de l'Allemagne, n'y opposera aucune résistance. Ils pensent que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie devront laisser la restauration se faire si l'Italie la veut et si la France n'a pas l'intention de l'empêcher. Mais dès le jour de la restauration, on verra les intrigues commencer en Slovaquie et en Croatie. Aussi certainement que l'Anschluss au Troisième Reich, la restauration des Habsbourg signifie aussi la guerre.

L'écrasement de la social-démocratie autrichienne a rendu libres les deux voies : la voie de Hitler et la voie des Habsbourg. Mais toutes deux mènent à la guerre. L'Europe aura encore l'occasion de se rendre compte de la position-clé que constituait, pour la paix européenne, la social-démocratie autrichienne et qui a été détruite avec elle.

Mais si la contre-révolution conduit à la guerre, la guerre, elle, conduira à la révolution.

Que la dictature périsse à la suite des antagonismes *de* classes existant dans son propre camp ou à la suite de l'antagonisme existant entre l'austro-fascisme et le national-fascisme, qu'elle cherche son salut dans l'entente avec Hitler ou dans la restauration des Habsbourg, — quoi qu'il en soit, ses jours sont comptés.

À la longue, les 30 % du peuple ne pourront pas continuer à exercer la dictature sur les 70 %, ni le village sur la grande cité, ni le cléricalisme sur un peuple dont les deux tiers ne sont pas cléricaux.

Les occasions que nous pourrons saisir viendront. Il s'agit de veiller à ce que nous soyons prêts à les saisir.

Le jour du règlement des comptes, le jour de la revanche, le jour de la victoire viendra."

Le jour de la victoire, les travailleurs autrichiens se rendront en longs cortèges, sous l'ondolement des drapeaux rouges, auprès des tombeaux de nos martyrs morts sur le champ de bataille et exécutés, et, dans leur gratitude infinie, ils rendront hommage aux héros de la lutte pour la libération de l'Autriche.

Bratislava, 19 février 1934.

---

*Imprimé en Belgique*

DES PRESSES DE L'EGLANTINE BRUXELLES

DIRECTEUR : P. LANDSVREUGT

